Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

255 | Juillet-Septembre 2011

Conflits en Afrique

Le bassin transfrontalier du fleuve Zambèze en Afrique australe: des eaux conflictuelles?

Agathe Maupin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6305>

DOI : 10.4000/com.6305

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 377-398

ISBN : 978-2-86781-697-0

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Agathe Maupin, « Le bassin transfrontalier du fleuve Zambèze en Afrique australe: des eaux conflictuelles? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 255 | Juillet-Septembre 2011, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6305> ; DOI : 10.4000/com.6305

Le bassin transfrontalier du fleuve Zambèze en Afrique australe : des eaux conflictuelles ?

Agathe MAUPIN¹

Un différend a récemment éclaté entre le Zimbabwe et le Botswana : Harare aurait snobé une proposition de Gaborone qui souhaitait puiser de l'eau dans la partie supérieure du bassin du fleuve Zambèze, située au Zimbabwe. Le Zimbabwe, qui n'a pas réussi à réaliser ses propres projets autour de l'acheminement des eaux du Zambèze jusqu'à la province du Matabeleland dans le sud du pays, a décidé de rejeter cette requête d'un transfert d'eau. Samuel Sipepa Nkomo, le ministre des Ressources en eau et du Développement des infrastructures au Zimbabwe, a expliqué que le Botswana avait soumis une requête pour transférer de l'eau de la partie supérieure du Zambèze mais que le Zimbabwe avait dû refuser cette requête. Ce refus a été motivé par les dangers de transferts d'eau supplémentaires pour les chutes Victoria². Le Botswana, qui fait partie des États les plus actifs dans le cadre de la mise en place de la Commission de bassin sur le Zambèze³ (ZAMCOM) n'est pas loin d'accuser le Zimbabwe de vouloir mettre des bâtons dans les roues des autres États riverains du fleuve Zambèze pour garantir son propre accès à l'eau. Le Botswana fait en effet face à de graves pénuries d'eau depuis plusieurs années maintenant⁴. De surcroît, il semble avoir perdu l'opportunité immédiate de profiter des eaux du fleuve Orange-Caledon du Lesotho : Maseru a en effet

1 Post doctorante LAM : mél : velvichia@hotmail.com

2 *As a country, we have received an Environmental Impact Assessment. We have studied it and we advised that it will be inappropriate for Botswana to draw water from upper Zambezi because that would affect the falls at Victoria Falls* : propos de Samuel Sipepa Nkomo, 2010.

3 *Zambezi Watercourse Commission*, dite ZAMCOM. Le traité a été signé en 2004 mais il n'avait pas encore été ratifié par tous les États : un secrétariat intérimaire existe officiellement au Botswana.

4 Plusieurs « années sèches » dans la partie sud du Botswana ont contraint le pays à accroître ses transferts d'eau vers la région capitale de Gaborone, notamment depuis l'Afrique du Sud (Crocodyle-Marico). Le gouvernement du Botswana a ces dernières semaines engagé environ 56 300 000 US\$ pour traiter les eaux usées de Glen Valley et en accroître la potabilité afin qu'elles puissent être utilisées pour la boisson et la cuisine par des résidents de Gaborone à partir de 2014.

Figure 1 - Le bassin du Zambèze et ses infrastructures de l’eau

indiqué que la proposition du Botswana ne pourrait être considérée qu’en 2030. C’est l’Afrique du Sud qui bénéficie actuellement de ces transferts d’eau des montagnes du Lesotho pour alimenter sa province du Gauteng⁵.

Le bassin du fleuve Zambèze est partagé par pas moins de huit États riverains⁶ (fig. 1), auxquels viennent s’ajouter les rôles de la République

5 La province du Gauteng sud-africaine comprend la conurbation de Pretoria-Johannesburg-Vereeniging, soit près de 11 millions d’habitants. Elle est alimentée en eau par le biais d’un vaste système de transferts d’eau à partir notamment du Lesotho vers le barrage du Vaal. Dans le cadre d’un projet baptisé le *Lesotho Highlands Water Project* (LHWP) ces transferts d’eau devraient être renforcés en plusieurs phases, alors qu’ils ont été largement critiqués dans les années 1980 par le parti majoritaire actuel de l’Afrique du Sud, l’ANC.

6 Le bassin du Zambèze est partagé entre huit États riverains, qui revendiquent leur part du bassin, c’est-à-dire l’Angola, le Botswana, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe (Pallett, 1997). Lorsque la part d’un pays dans un bassin ne dépasse pas 1 % en terme de surface, ce pays n’est pas considéré comme un riverain du bassin (WRI, IUCN, IWMI, 2005). La ligne de partage des eaux entre les bassins des fleuves Congo et Zambèze marque la frontière entre la République Démocratique du Congo (RDC) et la Zambie. Aucune communication entre les deux systèmes n’a été identifiée à ce jour et la RDC ne revendique pas à l’heure actuelle un statut de pays riverain du Zambèze. Par contre, les auteurs du registre des bassins fluviaux transfrontaliers de la planète (Wolf *et al.*, 1999) font de la RDC le neuvième pays riverain du bassin du Zambèze, considérant que 1 100 km² de celui-ci (0,08 %) se trouveraient en territoire congolais. Nous avons choisi de ne considérer que les huit pays riverains qui revendiquent cet état au sein du bassin du Zambèze.

sud-africaine, de la Communauté de Développement de l'Afrique australe⁷ (SADC) et de divers bailleurs de fonds. Des conflits transfrontaliers aux conflits d'usage, l'imbroglio complexe de processus conflictuels dans le bassin du Zambèze en Afrique australe nécessite d'interroger les facteurs de conflits et leur ancrage territorial : en quoi le bassin du Zambèze est-il un espace conflictuel ?

Le terme de conflit est défini ici comme le fruit de manifestations, à plusieurs échelles, d'oppositions, de tensions politiques, diplomatiques et/ou militaires entre différents acteurs (étatiques ou non) aux objectifs divergents, et qui défendent leurs intérêts propres. Les conflits hydro-politiques, par exemple, auraient les ressources en eau du bassin du Zambèze, et surtout leur partage, pour enjeux. Souvent analysé en opposition à la coopération, le conflit se décline en différents degrés, selon ses manifestations, violentes ou non, sa récurrence, sa persistance. L'hypothèse de la présence de conflits potentiels dans le cadre de ressources en eau transfrontalières peut être formulée ainsi : l'eau joue-t-elle, en tant que ressource, un rôle central dans certains conflits ? L'étude du partage des eaux du Zambèze révèle tout d'abord les conflits transfrontaliers qui portent sur le bassin, avant de mettre ensuite en évidence les conflits au sein du bassin, notamment autour de la réalisation d'infrastructures, les barrages.

I - Des conflits transfrontaliers autour d'un bassin « à partager » : le Zambèze

Le Zambèze est le fleuve le plus long d'Afrique à terminer sa course dans l'océan Indien. Après le Nil, le Congo et le Niger, c'est le quatrième bassin le plus important d'Afrique en ce qui concerne la superficie : il s'étend sur presque⁸ 1 400 000 km² en zone tropicale. Ses 2 750 km de long traversent huit États et il couvre la quasi-totalité de la Zambie et du Malawi, ainsi que la moitié nord du Zimbabwe.

1 - *God's highway to the interior*⁹

Le bassin du fleuve Zambèze possède un climat tropical humide dans sa partie supérieure, puis de plus en plus sec dans ses parties médiane et inférieure,

⁷ *Southern African Development Community* (SADC) soit la Communauté de Développement de l'Afrique australe.

⁸ Les chiffres avancés varient sensiblement selon les bases de données considérées et les différents rapports : 1 332 412 km² (WRI, IUCN, IWMI, 2005) ; 1 390 000 km² (Beifuss et Santos, 2001) ; 1 385 300 km² (Wolf *et al.*, 1999).

⁹ Après avoir traversé le Kalahari, le Docteur David Livingstone (1813-1873) avait envisagé de suivre le cours du Zambèze jusqu'à l'océan Indien, ce qu'il réalisera de 1852 à 1856. C'est à lui qu'on doit cette expression de « *God's Highway to the interior* » (Livingstone, 1873) pour désigner le fleuve Zambèze. En 1855, il rebaptisera « *Mosi-a-Tunya* » (la fumée qui gronde), les chutes Victoria du nom de sa souveraine. Il est le premier Européen à avoir traversé cette partie de l'Afrique Australe d'Ouest en Est.

avant d'être à nouveau très humide dans sa partie inférieure. Le Zambèze présente ainsi un profil qui se découpe aisément en trois tronçons entre son cours supérieur, son cours moyen et son cours inférieur. Si David Livingstone avait rêvé de faire du fleuve Zambèze un corridor, « la voie de Dieu » (*God's Highway*), en l'utilisant comme une voie entre l'océan Indien et le centre du continent africain, ses gorges, chutes d'eau et rapides, ne permettent pas d'en faire une voie navigable sur la majeure partie de son cours.

La topographie joue en effet un rôle majeur sur les conditions hydro-climatiques du bassin du Zambèze. Le cours supérieur du Zambèze concerne le tronçon de sa source jusqu'aux chutes Victoria. La direction nord-sud du fleuve Zambèze prend alors un virage ouest-est à Lealui, en amont des chutes. Son cours moyen qui commence aux chutes Victoria voit le Zambèze circuler d'Est en Ouest à travers une succession de gorges. Il prend la forme de rapides, entrecoupés par les deux lacs des barrages de Kariba puis de Cahora Bassa. C'est en amont du barrage de Cahora Bassa, à l'entrée du fleuve Zambèze sur le territoire mozambicain, lorsqu'il est rejoint par la Luangwa, que commence le cours inférieur du Zambèze. Il constitue la majeure partie navigable du fleuve jusqu'à son delta, qui se perd en plusieurs branches. La partie intermédiaire du bassin du Zambèze, organisée autour du cours moyen du fleuve Zambèze, se trouve à une altitude comprise d'Ouest en Est entre 1 100 et 500 m : c'est la partie la plus accidentée du bassin mais sans doute également la plus exploitée. Le dénivelé est faible jusqu'aux chutes Ngonye (village de Sioma), puis le fleuve Zambèze s'encaisse avec une série de ruptures comme les chutes Victoria (108 m de hauteur) qui sont les plus importantes, ainsi que de gorges, celles de Batoka, du Diable (*Devil's Gorge*) étant les plus célèbres. Ce sont des espaces « mis en tourisme » depuis longtemps, par le biais notamment de parcs et de réserves, et qui disposent également de barrages hydroélectriques. Dans ces parties supérieure et moyenne du bassin du fleuve Zambèze, l'altitude tempère le climat tropical humide. Les précipitations décroissent rapidement du Nord vers le Sud et d'Ouest en Est. Elles peuvent dépasser plus d'un mètre sur les plateaux des Kalene Hills, puis être comprises entre 1 000 et 750 mm/an dans les plaines de Barotseland et diminuer ensuite dans le cours moyen du Zambèze en aval des chutes Victoria. Les précipitations sont extrêmement variables dans cette partie du bassin, ce qui accentue la nécessité de la régulation des barrages de Kariba et de Cahora Bassa. La partie inférieure du bassin du fleuve Zambèze présente un profil différent. Le relief, dans cette partie qui commence au Mozambique, est compris entre 400 m et le niveau de la mer. Les températures sont plus élevées et les précipitations plus variables. La ville de Tête, située à moins de 100 km en aval du barrage de Cahora Bassa et à 140 m d'altitude, est connue pour être la ville la plus « chaude » du Mozambique : les températures peuvent y

atteindre 34-35 °C la moitié de l'année (moyenne pour les mois de septembre à février¹⁰). Le delta du fleuve Zambèze connaît des précipitations beaucoup plus abondantes, notamment lors des années « à cyclones ». La moyenne des précipitations annuelles de la ville de Quelimane, située au nord du delta, est d'environ 1 400 mm/an, réparties principalement de décembre à avril. La variabilité interannuelle des précipitations dans le bassin du Zambèze est marquée par l'alternance d'années sèches¹¹ et d'années humides (2000-2001, 2007-2008). L'évaporation potentielle, peu élevée dans la partie supérieure du bassin mais très élevée dans les parties médiane et inférieure, notamment autour des lacs Malawi, Kariba et Cahora Bassa, est en moyenne sur l'ensemble du bassin de 1 500-1 600 mm/an. L'évaporation potentielle atteint jusqu'à 3 150 mm/an dans les parties du bassin du fleuve Zambèze situées au Botswana et en Namibie. L'importance de cette évaporation est ainsi à prendre en compte dans les projets de construction de nouvelles infrastructures de stockage de l'eau, comme les barrages avec un important lac de retenue.

Le profil hydro-climatique du bassin du Zambèze présente ainsi un fort gradient nord-nord-ouest/sud-sud-est. Le régime pluvial tropical du fleuve Zambèze et de ses affluents comporte une alternance entre une période de hautes eaux en mars-avril, qui succède à la période de précipitations, et une période de basses eaux en octobre-novembre. En aval du barrage de Cahora Bassa, la rivière Shire du lac Malawi constitue la contribution finale au débit du fleuve Zambèze, qui termine sa course dans un delta de plus de 100 kilomètres de large, dans une vaste plaine de 10 000 km². Le débit annuel moyen à l'embouchure du fleuve Zambèze (station de Marromeu) est évalué à environ 94 km³/an¹², soit un module d'environ 3 424 m³/s⁻¹. Les débits journaliers moyens du Zambèze relevés aux stations de Chavuma (Zambèze supérieur) et Victoria Falls (Zambèze moyen) au 1^{er} février 2010 étaient respectivement de 1525 m³/s⁻¹, et de 946 m³/s⁻¹ (site *Zambezi River Authority* (ZRA), 2010). Ces débits moyens sont de 1268 m³/s⁻¹ à l'entrée de Kariba et de 2442 m³/s⁻¹ avant Cahora Bassa. Trois lacs majeurs, dont le lac Malawi (c'est le 5^e plus grand lac au monde en terme de volume), ainsi que les lacs artificiels des barrages de Kariba et Cahora Bassa font partie du bassin du Zambèze.

10 Chiffres calculés sur la base des données interannuelles de l'Institut Météorologique National du Mozambique, sur la période 1971-2001.

11 1985-1995 est même considérée comme une décennie « sèche » (Chenje et Johnson, 1996)

12 Là encore, les données divergent sensiblement. L'évaluation du débit annuel moyen varie de 94 km³/an (Pallett, 1997 ; Heyns, 2004), à 103 km³/an (d'après la SADC, chiffres de 2008).

2 - Un partage, source de conflits

Les huit États riverains n'ont ainsi pas les mêmes parts ni les mêmes intérêts au sein de ce bassin : la Zambie, le Malawi et le Zimbabwe sont les principaux occupants du bassin en terme de superficie ; le Mozambique et l'Angola, le pays d'amont et le pays d'aval, occupent une partie plus petite ; la Tanzanie, le Botswana et la Namibie n'ont qu'une part très restreinte du bassin en termes de superficie et de contribution.

Le bassin du fleuve Zambèze est considéré comme un bassin avec « un haut degré de fragmentation »¹³. Cette fragmentation s'observe dans la gestion du bassin, dont le partage soulève des dissensions autour de la question des critères à considérer pour effectuer ce dernier. Il est très difficile d'obtenir la participation en terme de débit pour chaque pays du bassin (à cause de son irrégularité, par manque de données précises, de volonté de partage de ces informations, etc.). De plus, plus de 60 barrages, dont deux majeurs, Kariba et Cahora Bassa, se situent sur le Zambèze et ses affluents. Pourtant, le potentiel hydroélectrique du bassin du Zambèze n'est pas complètement exploité et d'autres ouvrages majeurs sont à l'étude, comme ceux de Kapichira au Malawi et de Mphanda Nkuwa au Mozambique, dont la construction soulève de nombreux débats. La construction des barrages de Kariba et Cahora Bassa ayant eu des impacts importants sur le débit annuel moyen du Zambèze à son embouchure (Beifuss et Santos, 2001), la construction de nouveaux ouvrages sur le cours du fleuve Zambèze, pour augmenter son potentiel hydroélectrique et développer l'agriculture irriguée dans son bassin, est ainsi très controversée et soulève des oppositions importantes de la part notamment de groupes de défense de l'environnement.

Les projets dans le bassin du Zambèze sont nombreux et tous ont en commun d'être des projets de très grande envergure qui associent souvent l'eau et d'autres ressources (énergétiques, minières). Au nom du ministère de l'Eau zimbabwéen, Nkomo a proposé une alternative au Botswana : celle de construire des barrages et réservoirs supplémentaires à la confluence du Zambèze et de la Chobe, qui se trouve dans la zone touristique protégée du parc de Chobe au Botswana. Des projets pour accroître l'eau des barrages de Letsibogo et de Ntimbale au Botswana, à proximité de Gaborone sont

13 *Degree of River Fragmentation indicates the level of modification of a river system due to dams, reservoirs, interbasin transfers, and irrigation consumption. Irrigation consumption refers to the water that is evaporated as a result of irrigation, but excludes the amount of water returned to the river after irrigation. River systems were classified into three levels of fragmentation: high, medium, and low. These categories are based on the number of dams in the main river channel and tributaries, the level of flow regulation, and the length of the main-channel segment without dams in relation to the entire length of the river.* (WRI, IUCN, IWMI, 2005) [en ligne] consulté le 10/01/2010 : http://earthtrends.wri.org/pdf_library/data_tables/wat3_2005.pdf

Figure 2. La participation des États riverains du bassin du Zambèze (surface et débit)¹⁴

également en cours d'étude. Le projet de transfert d'eau du Zambèze souhaité par le Botswana aurait été entrepris dans le cadre du projet *North South Water Carrier 2* du Botswana.

Le bassin du Zambèze permet la production d'une énergie à partir de ressources renouvelables : l'hydroélectricité. Il s'agit également d'un enjeu majeur dans les conflits opposants les divers projets dans le bassin du Zambèze. La réalisation du barrage de Mphanda Nkuwa au Mozambique, par exemple, entre en concurrence avec d'autres projets. Une étude de la navigabilité de la voie Shire-Zambèze pèse sur la priorité de la réalisation du barrage de Mphanda Nkuwa dans le cadre régional des projets de la SADC. La rivière Shire, qui provient du Malawi, est le dernier affluent du Zambèze avant que ce dernier n'atteigne son delta. Les projets de développement des infrastructures hydrauliques de Kapichira au Malawi sont en partie en concurrence avec le projet de réalisation du barrage de Mphanda Nkuwa. Si le Malawi entreprend un développement de ses infrastructures hydrauliques, les débits pris en compte dans les études du projet de réalisation de Mphanda Nkuwa ne seront plus les mêmes, et les impacts dans le delta du Zambèze seront différents si les deux projets sont réalisés. Les enjeux autour de la réalisation du barrage de Mphanda Nkuwa se trouvent ainsi fortement connectés aux questions de production énergétique régionale au sein de la SADC. Le Mozambique doit

¹⁴ Les chiffres varient selon les sources : d'après la *Transboundary Freshwater Dispute Database* (TFDD), les chiffres pour le bassin du Zambèze sont les suivants : Zambie, 576 900 km² soit 41,64 % de la surface du bassin ; Angola, 254 600 km² soit 18,38 % ; Zimbabwe, 215 500 km² soit 15,55 % ; Mozambique, 163 500 km² soit 11,81 % ; Malawi, 110 400 km² soit 7,97 % ; Tanzanie, 27 200 km² soit 1,97 % ; Botswana, 18 900 km² soit 1,37 % ; Namibie, 17 200 km² soit 1,24 % et la RDC 1 100 km² soit 0,08 %. [en ligne] consulté le 21/09/2009 : http://www.transboundarywaters.orst.edu/publications/register/tables/IRB_africa.html

compter avec les autres États riverains du bassin du Zambèze, notamment le Malawi, dont les projets de développement hydraulique ont un impact dans la mise en œuvre de la réalisation du barrage.

II - Multiplication des projets, démultiplication des conflits ?

Les conflits d'usage des ressources en eau au sein des projets de construction d'infrastructures sont identifiables à plusieurs échelles. Une réinjection d'enjeux nationaux et internationaux extérieurs au bassin transfrontalier du Zambèze peut être observée autour de la gestion des ressources en eau qui structure en partie l'organisation territoriale de ce bassin. Le bassin du Zambèze est en effet le bassin de vie d'environ 40 millions de personnes qui dépendent de ce fleuve et de ses affluents pour leur approvisionnement en eau, électricité, etc.

1 - Des conflits d'intérêt à l'échelle nationale : l'exemple zimbabwéen

Le *Matabeleland Zambezi Water Project* (MZWP) développé par le Zimbabwe est un projet très ancien (1912 !) qui a été approuvé par le gouvernement zimbabwéen en 1997 et qui aurait dû débiter par la suite. Le MZWP devait comprendre notamment la construction du barrage de Gwayi-Shangani pour permettre d'approvisionner en eau la ville de Bulawayo, située à la frontière ouest du Zimbabwe avec le Botswana. Les épisodes de sécheresse de 1991-1992, qui ont violemment touché l'ensemble de l'Afrique australe, avaient réactivé ce projet. Il aurait dû débiter en 2004 par la construction d'un barrage, qui fut reportée à 2006 et interrompue pour cause d'inondations la même année.

Au point mort depuis la crise zimbabwéenne, il est récemment revenu dans les débats : le ministre des Mines, Obert Mpofu, et Samuel Sipepa Nkomo sont en désaccord quant à l'octroi d'une concession minière dans la zone de construction éventuelle du barrage de Gwayi-Shangani en 2010. Obert Mpofu argue du fait que la mine permettrait un véritable développement économique du Matabeleland, tandis que Samuel Sipepa Nkomo soutient que la mine détruirait la faune dans une région qui bénéficie du tourisme (c'est la région du *Zambezi Transfrontier Conservation Area*). Le projet, aujourd'hui rebaptisé *National Matabeleland Zambezi Water Project* (NMZWP) fait l'objet de controverses et de débats : il devait être initialement mis en place par le biais du *Matabeleland Zambezi Water Trust*, présidé par Dumiso

Dabengwa¹⁵. Faute de financements et d'investissements politiques, le projet d'acheminement des eaux du Zambèze jusqu'à Bulawayo peinait à aboutir. Très récemment, Samuel Sipepa Nkomo aurait annoncé la signature d'un accord avec une compagnie inconnue pour débiter les travaux du NMZWP¹⁶.

Le NMZWP (même le changement de nom a fait polémique !) cristallise les tensions politiques qui secouent le Zimbabwe depuis son Indépendance. Les élections législatives de 2000 et les politiques gouvernementales qui ont suivi ne sont pas étrangères à la tournure radicale des événements politiques qui ont conduit à la crise actuelle. Des élections présidentielles de 2002, durant lesquelles de nombreuses exactions ont été commises et peu relayées, Robert Mugabe est une fois de plus sorti vainqueur. Les nouvelles élections législatives, organisées en 2005 au Zimbabwe, ont également été remportées de façon peu scrupuleuse par la ZANU-PF (*Zimbabwe African National Union - Patriotic Front*), parti majoritaire de Robert Mugabe. Il a fallu attendre les violences politiques des élections à la fois présidentielles, législatives et municipales de 2008 pour qu'une médiation très fragile soit obtenue au sein du gouvernement. Les rivalités entre les deux groupes politiques qui composent la majorité noire du pays, la ZANU-PF autour du Président Robert Mugabe, l'ancienne ZAPU (*Zimbabwe African People Union*) formée par Joshua Nkomo, et aujourd'hui, le Mouvement pour le Changement Démocratique (MDC), avec à sa tête le très médiatisé Morgan Tsvangirai, qui a pris la tête de l'opposition, ont divisé le pays : la ZANU-PF est ainsi majoritaire au Mashonaland dans la région de Harare, alors que le MDC est majoritaire au Matabeleland, dans la région de Bulawayo. Depuis 2008, un gouvernement d'union, qui connaît bien des déboires, est à présent en place. Les deux leaders, R. Mugabe et M. Tsvangirai se « partagent » à présent le pouvoir. La Communauté internationale s'est peu investie dans le règlement de la crise et c'est surtout l'Afrique du Sud qui a joué et joue encore un rôle majeur dans la gestion de cette crise zimbabwéenne. Cette dernière ralentit d'autant la gestion des projets d'aménagements dans le bassin du Zambèze.

2 - Une internationalisation des conflits ?

La production énergétique est un enjeu national mais aussi régional et international. Créée en 1994, sous la direction de la branche énergie de la SADC, le programme de regroupement énergétique de l'Afrique australe (connu sous le nom de *Southern African Power Pool*, SAPP) a pour particularité d'avoir été

¹⁵ Dumiso Dabengwa aurait été mis sur la touche en 2009 par le gouvernement qui a depuis récupéré le projet au sein de son ministère : une « punition » pour s'être revendiqué du parti politique ZAPU de feu Joshua Nkomo ?

¹⁶ D'après l'article de Ndlovu, 2011.

élaboré au sein de la SADC entre les entreprises de production d'énergie des États membres de la SADC. Le programme SAPP a pour objectif d'évaluer les besoins de la région en matière de production énergétique et de fournir une énergie fiable et économique à l'ensemble des États membres de la SADC. Le centre de coordination de la SAPP est situé à Harare.

La majorité des projets hydroélectriques envisagés et privilégiés dans le cadre de la SAPP concerne le Zimbabwe, la Zambie et le Mozambique, c'est-à-dire le bassin du Zambèze et son potentiel de 20 000 MW (mégawatts). Ces trois États s'apprentent de surcroît à signer un accord de principe afin de faciliter la production énergétique et l'amélioration des communications (navigabilité) le long du fleuve Zambèze. Des fournisseurs nationaux publics ou sous la forme de partenariat public-privé (PPP) participent à la SAPP comme par exemple la *Botswana Power Corporation* (BPC), la compagnie *Electricidade de Moçambique* (EdM), la compagnie *Eskom* pour l'Afrique du Sud, la *Zambia Electricity Supply Corporation Limited* (ZESCO), la *Zimbabwe Electricity Supply Authority* (ZESA), ainsi que le fournisseur indépendant du barrage de Cahora Bassa, *Hidroelectrica de Cahora Bassa* (HCB). Les membres de la SAPP sont exclusivement des compagnies d'utilité nationale et une seule compagnie est reconnue par État (d'autres compagnies peuvent être associées comme la HCB). Les compagnies de RDC, d'Afrique du Sud et de Zambie exportent une partie de l'énergie qu'elles transforment. Le déficit important de la compagnie zimbabwéenne ZESA par contre s'explique en partie par la crise de l'État depuis 2000. Toutes ces compagnies signent des contrats bilatéraux pour assurer l'approvisionnement énergétique au sein des États. Deux vastes schémas de transferts d'eau et d'énergie sont prévus par la SAPP (parmi de nombreux projets plus modestes) : l'un propose le transfert de l'eau et l'énergie produite du bassin du Zambèze vers le Botswana, la Namibie, le Zimbabwe, l'Angola et l'Afrique du Sud *via* le Botswana ; l'autre envisage un transfert du bassin du Congo vers le bassin du Zambèze. La Zambie et le Zimbabwe ne sont plus les principaux gérants de l'hydroélectricité du bassin du Zambèze, ce qui n'a pas empêché le Zimbabwe de s'opposer récemment au projet de transfert d'eau vers le Botswana.

Le poids de la SAPP dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de développement d'infrastructures dans les bassins transfrontaliers de l'Afrique australe est énorme. La SAPP a clairement défini la demande énergétique de la SADC d'ici 2025 et a sélectionné les projets qui lui paraissent indispensables pour répondre à cette demande (SAPP, 2008). Dans la sélection des projets, un coût environnemental et un coût social apparaissent ponctuellement : par exemple en ce qui concerne la retenue hydroélectrique des gorges de Batoka, en aval des chutes Victoria, il est précisé que la réalisation ne nécessitera pas

le déplacement d'une partie significative de la population puisque la retenue d'eau se fera dans les gorges (SAPP, 2008).

La constitution et l'utilisation de la SAPP soulignent l'interconnexion des projets de gestion de l'eau et de l'énergie. Le cadre national des États, ainsi que le cadre des bassins transfrontaliers est en partie dépassé dans les évaluations régionales proposées par la SAPP. Le bassin du Zambèze fait ainsi en partie l'objet d'une déterritorialisation dans la mesure où il est l'objet d'enjeux pour toute la région : dans la perspective de la SAPP, dont le poids est de plus en plus important dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets dans ce bassin, la vision régionale prime. Les infrastructures participent au développement de véritables stratégies hydrauliques de la part de la SADC et des États : elles permettent la création d'espaces organisés et gérés par des acteurs autour de la gestion de l'eau, sans alternative ou recours possible. Autour de la question du partage des ressources du bassin du Zambèze, les objets (frontière, territoire, ressources en eau, en énergie) et acteurs sont nombreux. Cet emboîtement d'échelles et d'enjeux (politiques, économiques, sociaux, environnementaux) génère ainsi des conflits multiples. Les moyens de protection déployés autour d'infrastructures comme les barrages en temps de crise en sont l'illustration. Quelles positions les infrastructures de l'eau occupent-elles au sein des conflits ?

III - Des infrastructures conflictuelles ?

Des « enclaves de l'eau » existaient sous la forme de grands barrages : le barrage de Cahora Bassa, durant la guerre d'Indépendance du Mozambique, en est l'illustration. Autour de l'entité *Hidroelectrica de Cahora Bassa*, il fonctionnait comme un territoire, presque un État dans l'État. Il possédait l'équivalent d'une frontière, un fonctionnement politique autonome, etc., durant la période postindépendance du Mozambique, qui a été marquée par une guerre civile de longue haleine (1975-1992). Durant les conflits, les barrages constituent également fréquemment des infrastructures-cibles : la destruction des câbles de Cahora Bassa pendant la guerre civile en témoigne.

1 - Des conflits anciens autour de ces infrastructures : Kariba et Cahora Bassa

Les grands barrages de Kariba et de Cahora Bassa sont en quelque sorte les prémices de l'introduction d'enjeux extraterritoriaux dans l'organisation du bassin du Zambèze, dans la mesure où ces barrages ont été construits sous une autorité coloniale avant d'être conservés par la suite lors des Indépendances.

En 1955, la Fédération de Rhodésie (et du Nyassaland, actuel Malawi), comprenant la Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) et la Rhodésie du Sud (actuel Zimbabwe), avait lancé un programme de développement de l'hydroélectricité. Ce programme comprenait la construction d'un barrage sur le fleuve Zambèze, à la frontière actuelle entre la Zambie et le Zimbabwe d'aujourd'hui, et de deux centrales hydroélectriques, l'une sur la rive nord et l'autre sur la rive sud du fleuve Zambèze pour répondre aux besoins en eau et en énergie de la Fédération. La Fédération éclata aux Indépendances de la Zambie en 1964, puis du Zimbabwe en 1980. Les différentes phases du projet ont néanmoins été réalisées. Le barrage de Kariba a été construit de 1955 à 1958 à l'entrée du fleuve Zambèze sur le tronçon rocheux de direction nord-est qui emprunte le fossé tectonique du fleuve et de son affluent, la rivière Luangwa. Le lac de retenue, d'une superficie de plus de 5 000 km² a ainsi gommé en partie les ruptures dans le cours du fleuve sur une longueur de 280 km. En terme de surface, le réservoir de Kariba était alors le plus important dans le monde, précédant celui du barrage d'Assouan en Égypte. L'inondation nécessaire à la création du lac de Kariba a contraint au déplacement de plus de 57 000 Tonga, et détruit une grande partie de la faune et de la flore de cette région. La *Central African Power Corporation*, devenue par la suite la *Zambezi River Authority* (ZRA) en 1987, a été chargée de superviser la construction du barrage, puis de gérer les lac et barrage de Kariba au nom de la Zambie et du Zimbabwe (*Zambezi River Authority Agreement*, ZRAA, 1987). La fonction principale de la ZRA était d'exploiter, de surveiller et d'assurer la maintenance des lac et barrage de Kariba. Par la suite, de grandes opérations de sauvetage de la faune ont été menées¹⁷. Le lac Kariba a créé tout un paysage dans cette partie semi-aride du bassin du Zambèze et a développé de nombreuses zones de conservation autour d'une idée de préservation de la « nature » dans cet espace (McDermott, 2006). Le lac Kariba a ensuite connu une période de fort développement touristique, essentiellement local, sud-africain et zimbabwéen, qui a fortement périclité ces dernières années sous le coup de la crise zimbabwéenne¹⁸.

Développé à des fins de production hydroélectrique, ainsi qu'à des fins récréatives par le biais du lac Kariba, les travaux de la « Grande Vallée »

17 « L'Opération Noah » lancée en 1959 aurait permis de récupérer plus de 7 000 animaux, relocalisés ensuite dans les différentes réserves mises en place (*Matusadona National Park, Chete Safari Area, Charara Safari Area*, etc.).

18 L'aire récréative du lac Kariba a été progressivement abandonnée : l'espèce des poissons tigre (*Tiger Fish*) qui faisait sa renommée a été décimée cette dernière décennie, les lieux ferment les uns après les autres, les bateaux qui assuraient les liaisons d'un point touristique à l'autre ainsi qu'entre la Zambie et le Zimbabwe ne circulent plus que de façon très sporadique et aléatoire. (Entretiens réalisés avec des habitants et gérants de l'accueil touristique aux bords du lac Kariba en août 2007, puis avec d'anciens vacanciers à Harare en septembre 2007).

(*Great Valley*) du bassin moyen du Zambèze se poursuivent. Aujourd'hui, la capacité hydroélectrique de l'ouvrage de Kariba s'élève à 1 374 MW, répartis entre la Zambie et le Zimbabwe. La répartition des bénéfices hydroélectriques passe par l'intermédiaire de la ZRA, dont l'accord stipule que le partage doit être effectué sur une base égalitaire (ZRAA, 1987). Cependant, la partie zimbabwéenne du bassin du Zambèze avait davantage été aménagée lors de la construction des infrastructures de Kariba. L'aménagement futur de la partie zambienne du bassin du Zambèze doit à présent prendre en compte les engagements en terme de débit minimum pris lors de la construction des infrastructures de Kariba. Le potentiel hydroélectrique du bassin du Zambèze est évalué à l'heure actuelle à environ 20 000 MW. La production des barrages de Kariba et Cahora Bassa s'élève à 4 684 MW (ZAMCOM, 2008). Une extension conjointe de la capacité de production de Kariba de 720 MW sur la rive nord est en cours, et une de 750 MW sur la rive sud a déjà été réalisée. La réalisation des projets de développement hydroélectrique au niveau des gorges de Batoka et de Devil doublerait encore les capacités de production de Kariba. La poursuite de travaux dans les gorges du Zambèze est soumise à présent à l'approbation non seulement de la SADC dans le cadre de la SAPP, mais également de chacun des États riverains du bassin qui dépendent depuis 2004 des termes de l'accord de la commission de bassin du Zambèze (ZAMCOM). La crise zimbabwéenne a eu des impacts sur la gestion conjointe des infrastructures du barrage : la production hydroélectrique du barrage de Kariba avait été considérablement réduite côté zimbabwéen, alors qu'elle continuait de tourner à un rythme normal côté zambien. Le passage de la frontière est d'ailleurs très symbolique. La voûte du barrage est une véritable zone de transit international : les postes frontières zimbabwéen et zambien se trouvent de part et d'autre de la voûte et cette dernière doit être traversée pour se rendre de l'un à l'autre.

Le barrage de Kariba est ainsi bien davantage qu'une infrastructure. Il a par la suite eu une influence importante dans le développement d'autres grandes infrastructures de l'eau en Afrique australe. Un barrage en appellerait-il un autre ? Le démantèlement par la suite de la Fédération rhodésienne avec l'Indépendance de la Zambie dans les années 1960, puis du Malawi et du Zimbabwe, aurait fait craindre aux autorités coloniales portugaises une gestion déficiente du barrage de Kariba, qui aurait résulté en grandes crues et irrégularités accentuées des débits au Mozambique. Il apparaissait donc nécessaire pour le Portugal de régulariser également le cours du fleuve Zambèze par le biais d'un autre grand barrage : celui de Cahora Bassa.

Le barrage de Cahora Bassa présente aussi une configuration intéressante : tout un projet de mise en valeur de la vallée du fleuve Zambèze

avait été lancé dans les années 1960 par le pouvoir colonial portugais depuis l'ancienne capitale de Lourenço Marques (aujourd'hui Maputo). Les travaux de construction du barrage de Cahora Bassa ont commencé en 1969. Suite au coup d'État militaire et à la Révolution des Œillets en avril 1974 au Portugal, Caetano, qui avait succédé au dictateur Salazar, est renversé, ce qui met fin à la politique salazariste de l'*Estado novo* et à l'isolement du Portugal sur la scène internationale. Le 25 juin 1975 est célébrée l'Indépendance de l'État mozambicain et son premier Président, Samora Machel, inaugure le barrage de Cahora Bassa. Néanmoins, ce barrage n'est pas la propriété de l'État mozambicain : le Portugal avait pris soin le 14 avril 1975 de signer un Protocole d'accord avec l'Afrique du Sud et les divers actionnaires du barrage pour remettre ce dernier aux mains d'une Société concessionnaire, *Hidroelectrica de Cahora Bassa* (HCB) chargée de la construction et de l'exploitation du complexe hydroélectrique de Cahora Bassa, et dont le Portugal détenait la majorité des parts (90 %). Perçu comme un atout en terme de développement pour la nouvelle République indépendante du Mozambique, cet accord ne fut pas remis en question.

Pourtant, le parti majoritaire, le FRELIMO¹⁹, avait tenté d'empêcher la construction du barrage durant sa lutte armée contre les autorités coloniales portugaises²⁰. Les grands barrages demeurent des symboles de contrôle territorial quelles que soient les autorités concernées : leur « détournement » à des fins de développement est supposé renforcer les nouvelles autorités qui présentent l'infrastructure comme un atout. Cet atout compte double : il permet l'affirmation de la nouvelle autorité et lui donne les moyens de lutter contre les inégalités passées, de développer le pays. La privatisation progressive de la HCB et l'enclave constituée par cette société située au Mozambique dans la petite ville de Songo, mais gérée par Lisbonne au Mozambique, dans une région où le pouvoir du Frelimo était contesté, fera par la suite de ce barrage un véritable enjeu politique jusqu'en 2007 où le Portugal a finalement achevé

19 FRELIMO : *Frente de Liberação de Moçambique* soit le front de libération armé devenu le parti politique majoritaire au Mozambique. Le Frelimo a regroupé en 1962 les factions de l'UDENAMO (Union démocratique nationale du Mozambique) créée en Rhodésie du Sud, actuel Zimbabwe, par les émigrés des Provinces de Manica e Sofala, Gaza, Lourenço-Marquês ; de l'UNAMI (Union Africaine du Mozambique indépendant) constituée au Malawi par des émigrés des Provinces de Tête, Zambezia, Niassa ; de la MANU (*Mozambican African National Union*), créée au Kenya, à Mombassa, par les émigrés de la Province du Cabo-Delgado. Le Frelimo s'est constitué comme un groupe politique rapidement militarisé pour lancer une lutte armée contre le pouvoir colonial portugais au Mozambique, le capitalisme et les formes de domination féodale traditionnelles. En 1977, le Frelimo s'est réclamé du marxisme-léninisme en se constituant en tant que parti politique prônant une « révolution démocratique populaire ».

20 Ce changement de position du Frelimo vis-à-vis du barrage de Cahora Bassa constitue en quelque sorte un précédent au changement de position de l'ANC vis-à-vis du LHWP, qui est aussi intervenu sous couvert de développement et de rattrapage des inégalités.

le transfert de ses parts dans la HCB à l'État mozambicain, principal actionnaire aujourd'hui.

Le barrage de Cahora Bassa, étudié en tant que « structure spatialisée jouant un rôle dans l'économie du Mozambique et de l'Afrique australe » (Ollivier, 1982) a fait l'objet de conflits à plusieurs échelles : symbole du pouvoir colonial portugais au départ, puis « catalyseur de conflit » (Ollivier, 1982) avant de redevenir un outil de développement et de partenariats, il est aujourd'hui remis en cause par des organisations de défense de l'environnement. Le bassin du Zambèze a ainsi été le théâtre des conflits successifs au Mozambique.

2 - Le bassin du Zambèze : théâtre et acteur des conflits au Mozambique ?

Lors de la lutte pour l'Indépendance du Mozambique vis-à-vis du Portugal, le Frelimo avait décidé d'empêcher la construction du barrage de Cahora Bassa, considéré comme une métonymie de l'autorité coloniale portugaise. Le début de la lutte armée pour l'Indépendance du Mozambique a ainsi symboliquement commencé en 1960, suite aux massacres perpétrés dans la Province de Cabo-Delgado par les autorités portugaises lors de réunions pour l'Indépendance.

Le bassin du Zambèze a été le théâtre tout d'abord de la lutte armée du Frelimo contre les autorités coloniales portugaises. Ces dernières avaient entouré les infrastructures en construction du barrage de Cahora Bassa de plusieurs cercles de défense, associant barbelés et mines. Les autorités coloniales portugaises ont également déplacé dans les années 1970 plusieurs dizaines de milliers de personnes dans des villages pour tenter de contrer le ralliement de la population²¹ au Frelimo (Ollivier, 1982). La réalisation du barrage a finalement coïncidé avec l'Indépendance du Mozambique. La constitution rapide de factions armées²² dès 1976 contre le Frelimo, après la fermeture des frontières rhodésiennes et mozambicaines, va entraîner le Mozambique dans un autre conflit armé jusqu'en 1992. Le bassin du Zambèze a continué d'être le théâtre d'actions militaires, notamment entre les forces

21 Les autorités coloniales portugaises ont mis en place une politique d'*aldeamento* (littéralement « d'envillagements ») dans les années 1970 dans le but de mieux contrôler les populations déplacées de la vallée du Zambèze en prévision de la future mise en eau de Cahora Bassa : les populations rurales isolées étaient particulièrement surveillées pour éviter tout contact avec le Frelimo. 42 000 personnes auraient déjà été déplacées en 1973 d'après l'autorité chargée de la mise en œuvre du Plan, le *Gabinete do Plano do Zambeze* (Isaacman et Sneddon, 2000).

22 La *Resistência Nacional Moçambicana* s'est développée en Rhodésie du Sud sous le gouvernement de Ian Smith pour devenir la RENAMO en 1981 après l'Indépendance du Zimbabwe (ancienne Rhodésie du Sud) et le transfert de la base des factions armées en Afrique du Sud. Aujourd'hui, la Renamo est le principal parti politique d'opposition au Frelimo au Mozambique (Cahen, 2009).

armées Renamo, basées en Rhodésie du Sud puis en Afrique du Sud, et le Frelimo, devenu le parti unique du Mozambique indépendant. Le barrage de Cahora Bassa, et ses lignes de transmission surtout, ont été à plusieurs reprises une cible pour les factions armées Renamo. Les populations de la vallée du Zambèze ont été de nouveau l'objet de violences. Lors de toutes ces luttes armées, deux cibles ont toujours été privilégiées : les populations et les infrastructures de Cahora Bassa.

À l'heure actuelle, les conflits autour du projet de Mphanda Nkuwa réactivent d'anciens enjeux et en ajoutent de nouveaux. Les barrages de Kariba et de Cahora Bassa et le futur barrage de Mphanda Nkuwa, sont liés par un réseau d'enjeux entrelacés : les bénéfices tirés de ces grandes infrastructures de l'eau ne sont pas clairs à l'échelle locale. C'est d'ailleurs en grande partie sur cette constatation que la Commission Mondiale des Barrages avait rendu un rapport recommandant l'arrêt du financement international de ces grandes infrastructures de l'eau qui ne remplissaient pas leurs cahiers des charges en terme d'objectifs de développement, tout en revendiquant ces objectifs !

3 - Le projet d'une nouvelle infrastructure, Mphanda Nkuwa : de nouveaux conflits ?

La construction du barrage de Mphanda Nkuwa, d'une hauteur de 101 m, à 61 km en aval du barrage de Cahora Bassa et à 70 km au nord-est de la ville de Tête au Mozambique, devrait durer un peu plus de 4 ans, employer 4 000 ouvriers, déplacer environ 1 500 personnes, inonder une surface moyenne de 100 km², pour produire environ 1 500 MW. À titre de comparaison, le barrage de Cahora Bassa mesure 171 m de haut et son réservoir couvre 2 700 km² : sa centrale hydroélectrique permet de produire environ 2 000 MW. Les motivations avancées pour la construction du barrage de Mphanda Nkuwa ont varié depuis les projets initiaux développés depuis la fin des années 1990 : du développement du Mozambique, et du bénéfice de la production hydroélectrique, les arguments avancés aux détracteurs du projet concernent à présent le développement régional de la province de Tête. Une étude de faisabilité²³ a été récemment approuvée par le Ministère de la Coordination des Actions environnementales (*Ministério para a Coordenação da Acção Ambiental*, MICOA). Cette étape franchie, le gouvernement du Mozambique espérait débiter la construction du projet en 2010. Cependant, le projet demeure très controversé et le Malawi notamment semble tenir un rôle important dans la remise en cause de ce projet (le Malawi souhaite

²³ Cette étude est connue sous le nom d'*Estudo de Pré-Viabilidade Ambiental e Definição do Âmbito* (EPDA, 2009).

développer le site hydroélectrique de Kapichira sur la rivière Shire). Dans le cadre du développement du Mozambique, et notamment des provinces de Tête, Zambezia et Sofala, le barrage de Mphanda Nkuwa devrait jouer un rôle important. Pourtant, l'importance des investissements sud-africains par l'intermédiaire d'*Eskom* dans la réalisation du barrage constitue un argument contre ce barrage : la production hydroélectrique de ce dernier ne serait pas destinée directement au développement du Mozambique mais à l'Afrique du Sud. Les obstacles à la réalisation du barrage de Mphanda Nkuwa ne se situent pas uniquement dans des arguments à l'échelle régionale et à l'échelle nationale, mais également à l'échelle locale. L'émergence de groupes contestataires, dont l'association mozambicaine *Justiça Ambiental* (JA !) est un des fers de lance dans le domaine de l'eau²⁴ au Mozambique, constitue un élément incontournable²⁵ dans l'analyse des oppositions à ce barrage. Les arguments avancés par JA ! sont nombreux et très variés en termes d'échelles et d'enjeux. Ils s'inspirent des recommandations formulées²⁶ par la Commission Mondiale des Barrages en 2000. Par ailleurs, les impacts en aval du barrage dans le delta du fleuve Zambèze, qui sont déjà nombreux suite aux barrages de Cahora Bassa et de Kariba, seront accentués par la construction d'un grand barrage supplémentaire, notamment en termes de retenue des sédiments et d'inondations. Les projets de réhabilitation du bas Zambèze suite aux impacts des barrages de Cahora Bassa et de Kariba en seraient d'autant plus compromis (Beilfuss et Dos Santos, 2001 ; Ribeiro, 2007).

Pourtant, l'État mozambicain demeure formel sur la nécessité de la construction de ce barrage pour le développement du Mozambique. Le gouvernement du Mozambique a ainsi donné son feu vert à la construction du barrage de Mphanda Nkuwa qui sera la propriété d'un consortium comprenant les sociétés nationales *Electricidade de Moçambique* (EdM, qui détiendra 20 % des parts) et *Energia Capital* (40 %), et de la société brésilienne *Camargo Correa* (40 %). Le contrat devrait être finalisé avant la fin de l'année 2011²⁷.

24 L'ONG JA ! (qui signifie « maintenant ») a été fondée en 2004 ; elle travaille en partenariat avec *Livanningo*, la première ONG nationale pour une justice environnementale basée à Maputo.

25 Depuis 2008, à l'initiative de JA !, une pétition a été mise en ligne pour remettre en cause la réalisation des projets sur le Zambèze, notamment du barrage de Mphanda Nkuwa. [en ligne] consulté le 12/02/2009 : <http://www.thepetitionsite.com/23/protect-the-zambezi-river/>

26 Parmi les principes devant permettre de déterminer la nécessité de la réalisation d'un grand barrage, la *World Commission on Dams* (WCD) insistait sur l'importance du développement local et de la participation au projet, notamment des populations directement touchées par la construction du barrage. JA ! a mené depuis 2001 une étude auprès des populations des provinces mozambicaines concernées par le barrage qui a souligné le manque d'informations, de compréhension et de participation de ces populations dans la réalisation du projet de barrage de Mphanda Nkuwa.

27 Déclaration de Salvador Namburete, ministre de l'Énergie au Mozambique, d'après le journal mozambicain *Noticias*. [en ligne] consulté le 28/08/2010 : <http://www.jornalnoticias.co.mz/pls/notimz2/getxml/pt/contentx/1071234/20100818>

Les enjeux nationaux de chacun des États riverains du bassin du Zambèze se sont multipliés au vu des évolutions socio-politiques, économiques, environnementales de ces trente dernières années en Afrique australe. Depuis la construction du barrage de Cahora Bassa à des fins ciblées, pour l'exportation d'hydroélectricité vers l'Afrique du Sud notamment, à son extension puis à l'élaboration du projet de barrage de Mphanda Nkuwa en aval, qu'est-ce qui a changé ? Trente ans après et plusieurs paradigmes plus tard, il est intéressant d'observer la continuité de certains enjeux dans des conflits similaires. Le barrage des années 1960-70 est un barrage qui permettait l'affirmation d'un pouvoir : dans le cadre du barrage de Cahora Bassa, il s'agissait du pouvoir colonial portugais et de son partenariat privilégié avec l'Afrique du Sud alors sous le régime de l'apartheid. Le barrage en projet de Mphanda Nkuwa en aval du barrage de Cahora Bassa est-il toujours l'affirmation d'un pouvoir ? Le gouvernement mozambicain affirme la nécessité de sa construction pour répondre aux besoins croissants en hydroélectricité et pour le développement de ses provinces. Le futur barrage de Mphanda Nkuwa reproduit en grande partie les paradigmes à l'origine du barrage de Cahora Bassa : une volonté d'affirmation d'un pouvoir, des objectifs développementalistes, des investissements internationaux.

Le glissement conflictuel qui s'est effectué autour des projets de grands barrages peut être associé en partie à la multiplication d'acteurs, principalement non-étatiques, qui ont cependant des interactions importantes avec les institutions étatiques. La reconnaissance progressive et récente de ces acteurs conduit à questionner l'ancrage des conflits autour de ces infrastructures de l'eau : au-delà de conflits autour de la construction d'un barrage, ces conflits semblent amorcés par plusieurs perceptions du bassin du Zambèze. Les grandes infrastructures de gestion de l'eau sont le reflet de l'importance accordée à l'eau au sein des sociétés : ouvrages d'art, ouvrages de valeur, ouvrages symboliques, les grands barrages n'ont échappé à aucune controverse. Leur degré de conflictualité est élevé : ce sont tour à tour des espaces d'affirmation d'un pouvoir qui exerce un contrôle sur les ressources en eau. Les barrages constituent une matérialisation de ce pouvoir et de ce contrôle. La construction de ces infrastructures, qui passe par de nombreuses phases de son élaboration à sa réalisation technique, est souvent une source d'enjeux multiples : les intérêts internationaux, nationaux et locaux se heurtent souvent violemment quand la construction d'un grand barrage est envisagée.

*

Au-delà du partage conflictuel du bassin du Zambèze, des conflits de société ?

Le bassin du fleuve Zambèze peut être présenté comme un espace transfrontalier source de conflits à plusieurs échelles. Des barrages qu'on agrandit aux barrages qu'on construit, que ces ouvrages soient plus anciens ou en projet, ils cristallisent dans le bassin du Zambèze des conflits interétatiques et intraétatiques. Ces infrastructures ont, dans l'ensemble, tendance à accentuer des formes de différenciation spatiale : les technologies, les coûts, investis dans certains espaces, créent, renforcent, de façon souvent exponentielle, les écarts en termes d'accès à l'eau, à l'assainissement des espaces, et donc des populations. Les politiques de gestion des ressources hydriques transfrontalières participent à cette différenciation spatiale tout en générant des espaces transnationaux. L'étude des politiques de gestion des bassins transfrontaliers a permis de constater l'émergence d'une « démocratie transnationale »²⁸, c'est-à-dire de phénomènes de réappropriation territoriale organisés autour du bassin, et non pas des États et des frontières.

Les enjeux autour des infrastructures de l'eau que constituent les grands barrages structurent également des formes ponctuelles de coopération : entre les États, qui sont enclins à construire ces ouvrages de façon conjointe (le barrage de Kariba, géré par le Zimbabwe et la Zambie *via* la ZRA) et entre les populations et les organismes internationaux (la défense des droits des uns passe souvent par les aides juridique et financière apportées par les seconds). Les politiques de gestion de l'eau en Afrique australe se construisaient et se construisent encore dans un système mêlant conflits et coopérations et non pas dans une linéarité qui irait de l'un à l'autre. S'il n'existe aucun déterminisme dans la façon dont sont évaluées et gérées les ressources en eau en Afrique australe, des liens de réciprocité entre la répartition de l'eau et les modes de gestion choisis pour favoriser le développement existent.

Les théories élaborées pour mettre en évidence les relations entre aridité (*scarcity*) et conflits (*water security*) (Ohlsson, 1999) ont conduit à la classification des zones arides comme des lieux de conflits potentiels pour les ressources en eau et à faire de cette ressource un élément déclencheur de conflits. Par la suite, ces liens entre rareté dans le temps et dans l'espace de

28 L'expression de « démocratie transnationale » est une traduction de la « *transnational democracy* » utilisée pour désigner l'émergence de mouvements sociaux transfrontaliers qui s'affranchissent des cadres territoriaux et politiques (Sneddon et Fox, 2008).

la ressource ont été rejetés au second plan justement du fait de leur caractère par trop déterminant. Nulle part dans le monde, la seule rareté de la ressource n'est à l'origine de conflit. Le rôle joué par la « rareté » de la ressource en eau dans ses modes de gestion souligne par contre l'importance de la dimension économique. Si la « rareté » se paie, qu'en est-il de l'eau ? La question de la gestion des ressources en eau, mondiales ou en Afrique subsaharienne, ne se pose plus uniquement en termes de partage de la ressource en eau sur une base essentiellement quantitative. L'internationalisation des questions de gestion de l'eau a contribué à la réémergence de la société civile dans la gestion des ressources : il ne s'agit plus uniquement d'un problème international opposant des États se disputant des ressources en eau limitées. L'exemple du bassin du fleuve Zambèze permet de souligner que les conflits liés à la captation de cette ressource qu'est l'eau sont des conflits territoriaux : une infrastructure en particulier véhicule également symboliquement un mode de gestion des ressources en eau, le barrage.

Bibliographie

Asmal K., 1998 - Water as a metaphor for governance : issues in the management of water resources in Africa. *Water Policy*, n°1, p. 95-101.

Beck U., 2003 - *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris : Alto Aubier, Flammarion, 561p.

Beck L. et Bernauer T., 2010 - *Water Scenarios for the Zambezi River Basin, 2000-2050*. Zurich : Working Paper, ETH Zurich.

Beifuss R. et Dos Santos D., 2001 - *Patterns of Hydrological Change in the Zambezi Delta, Mozambique*. Maputo : Working Paper, n°2, Program for the Sustainable Management of Cahora Bassa Dam and The Lower Zambezi Valley.

Blanchon D. et Maupin A., 2009 - Géopolitique de l'eau en Afrique australe. *Sécurité globale*, n° 9, p. 79-96.

Cahen M., 2009 - *Resistência Nacional Moçambicana*, de la victoire à la déroute? Pluripartisme sans pluralisme et hégémonie sans stabilité. *Sociétés politiques comparées*, n° 17.

Chenje, M. et Johnson P., eds., 1996 - *Water in Southern Africa*. Maseru, Harare : SADC/IUCN/SARDC, 238 p.

Elhance A.P., 1999 - *Hydropolitics in the Third World : Conflict and Cooperation in International River Basins*. Washington DC : United States Institute of Peace, 309 p.

Euroconsult Mott MacDonald, SADC, ZRA et ZAMCOM, 2008 - *ZAMWIS Manual : Integrated Water Resources Management Strategy and Implementation Plan for the Zambezi River Basin*. Lusaka, Zambie : SADC-WD/ Zambezi River Authority, SIDA/ DANIDA, Norwegian Embassy.

Heyns P., 2004 - Achievements of the Orange-Senqu River Commission in Integrated Transboundary Water Resource Management. In : 6^e *Assemblée Générale du Réseau international des organismes de bassin (RIOB)*, Martinique. Paris : Office International de l'Eau.

Justiça Ambiental, Maputo, 2003 - *How does Mphanda Nkuwa comply with the World Commission on Dams ?*. Maputo : JA !, rapport pour l'International Rivers Network (IRN).

McDermott H.D., 2006 - Whites and Water : How Euro-Africans Made Nature at Kariba Dam. *Journal of Southern African Studies*, vol. 32, n° 4, p. 823-838.

Ndlovu Paul, 2011 - Zambezi Water Project takes off. *The Zimbabwean*, 19/05/2011.

Ohlsson L., 1999 - Water Scarcity and Conflict. In : *Security Challenges of the 21st Century*. Bern et Francfort : Peter Lang.

Ollivier C., 1982 - *Cahora Bassa, Mozambique : géopolitique et aménagement*. Paris : Thèse de doctorat, Université de Paris-VII, non publiée.

Pallett J., ed., 1997 - *Sharing Water in Southern Africa*. Windhoek : Desert Research Foundation of Namibia (DRFN), 121 p.

Rapport WRI, IUCN, IWMI, 2005 - [en ligne] consulté le 10/01/2010 http://earthtrends.wri.org/pdf_library/data_tables/wat3_2005.pdf

République du Botswana, 2004 - *ZAMCOM Agreement : Agreement on the Establishment of the Zambezi Watercourse Commission*. Kasane, 20 p.

Ribeiro D.L., 2007 - *The Zambezi Valley Damned by Dams*. Maputo : Justiça Ambiental JA !, 19 p.

Sneddon C. et Fox C., 2008 - River-basin politics and the rise of ecological and transnational democracy in Southeast Asia and Southern Africa. *Water Alternatives*, vol. 1, n° 1, p. 66-88.

Technical Unit for the Implementation of Hydropower Projects (UTIP), Joint Venture LI-EDF-KP, Maputo, 2001 - *Environmental Impact Assessment (EIA), Feasibility Study, Mepanda Uncua and Cahora Bassa North Project*. Maputo : LI-EDF-KP.

Warner J. et Zeitoun M., 2006 - Hydro-Hegemony : A Framework for Analysis of Transboundary Water Conflicts. *Water Policy*, vol. 8, p. 435-460.

Wolf A.T. et al., 1999 - The Transboundary Freshwater Dispute Database Project. *Water International*, vol. 24, n° 2, p. 160-163.

Site conjoint du Zimbabwe et de la Zambie pour la ZRA : <http://www.zaraho.org.zm>

| **Résumé** |

L'accord de 2004 sur la création de la commission de bassin transfrontalier du Zambèze devait obtenir les six ratifications des huit États riverains qui sont requises pour son entrée en vigueur dans le bassin du fleuve Zambèze. Le Zimbabwe, la Tanzanie et le Malawi ont fait durer cet événement durant six ans. La Zambie, qui n'a ni signé, ni ratifié l'accord, risque aujourd'hui d'être contrainte par cette majorité. Il est intéressant de revenir sur les tensions autour de la gestion des ressources en eau, notamment en termes de partage des eaux du Zambèze, et de leurs bénéfices. Plusieurs conflits se renforcent au sein de ce bassin transfrontalier notamment lorsque les intérêts interétatiques ne parviennent pas à trouver de terrain d'entente. C'est particulièrement le cas autour de grands projets de construction d'infrastructures comme les barrages, surtout lorsque ces derniers sont de surcroît destinés à la production d'hydroélectricité, jugée nécessaire au développement régional. Les barrages du bassin du Zambèze se présentent ainsi comme de véritables infrastructures conflictuelles cristallisant de nombreux enjeux à plusieurs échelles.

MOTS-CLÉS : Afrique australe, fleuve Zambèze, conflits, hydroélectricité.

| **Abstract** |

The tensions around the management of the cross-border Zambezi River basin in Southern Africa

The 2004 Agreement on the Zambezi Watercourse Commission had to obtain six ratifications of the eight riparian States which were required for its entry into force in the Zambezi River Basin. Zimbabwe, Tanzania and Malawi have made this event last six years. Zambia, which has neither signed nor ratified the agreement, may now be constrained by the other riparian States majority. It seems relevant to analyze the tensions around the management of water resources, particularly in terms of sharing the waters of the Zambezi, and more precisely its benefits. Several conflicts appear to grow interdependently in the Zambezi transboundary River Basin, where the interests between riparian States fail to find common ground. This is particularly the case around major projects of infrastructure construction such as dams, especially when these projects include hydropower generation, presented as a necessity for regional development. The dams of the Zambezi River Basin can be highlighted as true and conflicting infrastructure crystallizing many issues on several scales.

KEYWORDS : Southern Africa, Zambezi River, conflicts, hydroelectricity.